



## Inondations : des solutions existent pour limiter leur ampleur

Point de vue **d'Hervé Biancarelli**, Vice-président de **Connexion 21**

La France en général et la région parisienne en particulier vont payer un lourd tribut aux inondations du mois de mai 2016. Le coût des dégâts est évalué à plus d'un milliard d'euros, certains observateurs avançant même un chiffre de 1,4 milliard. Aurait-on pu empêcher ces inondations ou, tout au moins, limiter leur ampleur ? Si, avec le dérèglement climatique, il est utopique de penser pouvoir empêcher les catastrophes naturelles, il existe des solutions connues pour réduire l'ampleur de leurs effets. L'essentiel du travail doit se faire en amont, sans écouter les fatalistes. À cause de l'urbanisation, des milliers d'hectares ont été imperméabilisés et, dans les campagnes, les terres, exploitées intensivement, n'absorbent plus les pluies. Il faut donc à la fois végétaliser les villes, maintenir et adapter nos infrastructures aux enjeux. Un sol vivant, riche en petites racines, humus et vers de terre, absorbe jusqu'à 100 à 300 mm d'eau par heure. Simultanément, il faut généraliser dans les villes l'utilisation de matériaux drainants pour les routes, les trottoirs, les pistes cyclables et les parkings. Les producteurs français de béton ont développé des bétons hyper absorbants, il faut davantage les utiliser. Une deuxième proposition à mettre en oeuvre est de sécuriser les sondes qui évaluent le niveau de l'eau et son débit. Lors des inondations du mois de mai, beaucoup de capteurs ont été endommagés et n'ont pas pu donner les bonnes mesures, nécessaires aux pouvoirs publics pour modéliser les prévisions et prendre, dans les temps, les dispositions préventives. Il reste surtout à construire de nouveaux ouvrages. Les quatre grands lacs-réservoirs aménagés en amont de Paris ont permis de limiter de 70 cm le niveau de la crue de la Seine à Paris. Ce qui, on l'a vu, s'est révélé insuffisant. Un cinquième semble donc indispensable aujourd'hui, pour gagner encore quelques précieux centimètres et protéger des infrastructures stratégiques comme nos réseaux d'eau, d'électricité, ou de transports. Les récentes inondations ont montré que, contrairement à ce qui avait été dit, Paris et la région parisienne n'étaient pas prêts à faire face à la crue centennale. Une étude réalisée par la société d'ingénierie Arcadis, en partenariat avec le cabinet anglais CEBR (Centre for Economics and Business Research), ne place la capitale française qu'en 15e position sur 50 grandes villes du monde pour sa capacité à faire face aux problèmes liés à l'eau, dont les inondations. Investir dans des infrastructures adaptées et mieux les maintenir sera moins coûteux que de tenter de réparer ce qui est trop souvent irréparable.